

40 ans après le coup d'état

L'impossible voie réformiste du Chili d'Allende



Allende vient de nommer Pinochet au gouvernement...

**Recueil d'articles publiés dans les journaux « Pour le
Parti » et « Partisan »**



Septembre 2013

A l'occasion du 40^{ème} anniversaire du coup d'Etat militaire au Chili, nous republions divers articles parus sur le sujet dans nos journaux « Pour le Parti », puis « Partisan ».
(Ces articles sont présentés dans un ordre différent de leur chronologie de publication, afin de faciliter la lecture aujourd'hui).

Leçons du Chili d'Allende

Partisan N°82 – Août/Septembre 1993

Un article en forme de résumé et de synthèse politique de l'expérience chilienne. Un premier article pour commencer.

Chili : triste bilan

Partisan N°47 – Janvier 1990

Un court article à l'occasion de l'élection de Patricio Aylwin à la présidentielle du Chili, la fin de la dictature

10 ans du coup d'état au Chili : l'impossible voie réformiste

Pour le Parti N°61 – Août/Septembre 1983

Une chronologie politique commentée des événements du gouvernement Allende, qui situe, mois après mois, l'évolution de la situation politique au Chili et en situe les enjeux.

6^{ème} anniversaire du coup d'état fasciste au Chili : des enseignements toujours vivants (1)

Pour le Parti N°19 – Octobre 1979

Une analyse plus approfondie de la politique économique et sociale de l'Unité Populaire, pour comprendre la nature véritable du réformisme.

6^{ème} anniversaire du coup d'état fasciste au Chili : des enseignements toujours vivants (2)

Pour le Parti N°20 – Novembre 1979

La suite de l'article précédent, toujours sur le fond, sur les conceptions idéologiques dominantes dans l'Unité Populaire et l'opposition de gauche.

Leçons du Chili d'Allende

Partisan N°82 – Août/Septembre 1993

Le 11 septembre 1973, l'armée chilienne mettait fin au gouvernement d'Unité Populaire (UP) dirigé par Allende, élu trois ans plus tôt. Son gouvernement qui voulait mettre en œuvre « une voie chilienne au socialisme », une voie non violente et respectueuse de la légalité, se terminait dans les massacres, les tortures et la répression du peuple qui avait exprimé ses propres aspirations qui allaient bien au-delà de celles du gouvernement.

Les origines de l'unité Populaire

En septembre 1970, Allende candidat du parti socialiste chilien était élu avec seulement 36,3% des voix, grâce à la division du centre (la démocratie chrétienne) et de la droite (le parti national) qui avaient présenté chacun un candidat.

Son élection survenait dans un contexte de crise économique et de poussée du mouvement populaire. La démocratie chrétienne, au pouvoir depuis 1965, avait été élue sur un programme de réforme (réforme agraire entre autres) et de développement économique appuyé sur les capitaux étrangers. Elle avait d'abord connu certains succès. Mais dès 1968, les choses se gâtent, la production industrielle stagne, l'inflation et le chômage reprennent, les promesses de réformes non tenues poussent les paysans à occuper les terres, et les ouvriers déclenchent des grèves. La CUT, centrale unique des travailleurs, passe de 271.000 membres en 1964 à 550.000 en 1970.

Le programme de l'Unité Populaire

Salvador Allende est membre d'un parti socialiste qui hésite entre l'action révolutionnaire et la voie parlementaire. Il est soutenu par le PC qui a choisi « *la voie pacifique de transition du capitalisme au socialisme* », par le MAPU issu d'une scission de la démocratie chrétienne et par de petits partis centristes.

Son élection doit être ratifiée par le parlement où l'UP est minoritaire. Pour obtenir l'appui de la démocratie chrétienne, Allende doit ainsi dès le début donner des gages à celle-ci, et entre autres, le respect des institutions politiques.

Le programme de transition du gouvernement d'Allende est défini par trois axes. **D'abord**, achever la réforme agraire entamée par la démocratie chrétienne, de manière à faire disparaître les latifundia improductifs.

Ensuite, étendre l'aire de la propriété sociale en nationalisant les mines de cuivre, l'énergie, les transports, les banques de manière à porter le contrôle de l'Etat sur 70% du produit national brut.

Enfin, améliorer les conditions de vie des masses, les salaires, le logement.

Pour soutenir ce programme le gouvernement compte sur les recettes d'exportation du cuivre.

La voie réformiste contre les aspirations populaires

La réalisation pacifique de ce programme va se heurter à l'hostilité de la bourgeoisie soutenue par l'impérialisme américain et à la volonté des masses de voir leurs conditions de vie changer réellement. Et chaque concession gouvernementale à la bourgeoisie et à l'impérialisme provoque une radicalisation politique des masses ouvrières et populaires, rendant encore plus illusoire une issue pacifique.

En 1971, un puissant mouvement populaire s'oppose à l'indemnisation des sociétés impérialistes, prévue par la loi de nationalisation du cuivre, sur le mot d'ordre : « *Pas un sou pour les voleurs yankees* ». Il aboutit à une nationalisation de fait sans indemnité, les profits excessifs se déduisant de la valeur d'indemnisation.

Dès cette année, face à une réforme agraire qui partage les propriétés au-delà de 80 hectares, mais donne de la terre aux paysans, sans les moyens de la mettre en valeur - les troupeaux et le matériel n'étant pas partagés - les paysans occupent les latifundia. A ces paysans, Allende répond que « *occuper des terres, c'est violer un droit* ».

Dès le milieu de l'année 1972, se créent les « cordons industriels » qui sont des organismes de coordination des travailleurs des entreprises d'une zone ou d'une localité, constitués de délégués élus. Ces premières structures autonomes de classe sont renforcées par la création de commandos communaux qui regroupent des délégués de toutes les organisations de masse d'une zone donnée.

En octobre 1972, les camionneurs entament une grève pour paralyser le pays. Cette grève échoue en novembre, grâce à la mobilisation populaire et à l'organisation de réseaux de ravitaillement et de distribution. Ces JAP (junte pour l'approvisionnement et le contrôle des prix) prennent en charge la distribution des produits de consommation sur la base d'un quartier avec la participation des ménagères, des syndicats et des petits commerçants.

En 1973 le gouvernement cherche à freiner le développement des JAP pour préserver la petite bourgeoisie. Face à ce courant dominant dans le gouvernement, la majorité du PS ainsi que d'autres organisations, dont le mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) proposent « *d'avancer pour consolider* » sans pour autant être conséquents avec cet objectif, et en particulier sans préparer l'affrontement avec les forces de la bourgeoisie.

La chute de l'Unité Populaire

Aux élections de mars 1973 l'UP remporte 43% des voix, contre 34% en 1970. Ces élections manifestent une radicalisation des masses et ne laissent guère d'espoir à la bourgeoisie et à l'impérialisme de rétablir vite l'ordre par la défaite électorale de l'UP.

Les forces de la bourgeoisie préparent alors avec la participation active de l'impérialisme américain, l'élimination violente de ce gouvernement qui n'est plus à même d'endiguer la poussée populaire.

En juin 1973 une tentative de coup d'état avorte. Mais elle permet à l'armée de tester la réaction populaire et de repérer en son sein les éléments favorables à l'UP. La mobilisation populaire est forte ; mais le gouvernement s'appuie encore plus sur les éléments de l'armée qui ont réprimé le coup d'état (y compris Pinochet), croyant en cela neutraliser les éléments putschistes. Dès lors, l'armée applique avec vigueur la loi de contrôle des armes, dans les quartiers des usines, arrête les soldats (marins en particulier) qui se sont dressés contre le coup d'état.

En juillet, les camionneurs alimentés en dollars par les USA engagent une nouvelle grève de paralysie. L'armée fait pression pour obtenir la démission du gouvernement du Général Prats trop proche de l'UP et son remplacement par Pinochet. Le 23 août, la Chambre déclare le gouvernement illégal. La Marine fait alors des manœuvres conjointes avec celle des USA.

Le 11 septembre, après avoir liquidé les soldats qui s'opposaient au coup d'état, l'armée s'empare du pouvoir, l'aviation bombarde le palais présidentiel où Allende meurt les armes à la main. Occupe les points stratégiques. Réprime la grève générale déclenchée par la CUT, arrête, emprisonne, torture les militants. Bilan 50.000 morts ou disparus.



Allende aux côtés de Pinochet qu'il venait de nommer à la tête de l'armée. Quelques jours plus tard, les généraux-ministres fatigués d'attendre, décidaient de s'asseoir eux-mêmes dans le fauteuil présidentiel, démontrant, une nouvelle fois, que ceux qui ont le pouvoir ne sont pas ceux qui bavardent ou tiennent le devant de la scène, mais ceux qui ont les armes.

Les leçons de l'UP

Dans une crise révolutionnaire, les travailleurs inventent spontanément les formes de leur pouvoir futur dans la lutte contre la bourgeoisie. Cordons industriels, commandos communaux. JAP étaient au Chili les formes nouvelles d'un pouvoir ouvrier en développement.

Mais c'est là, la deuxième leçon de l'expérience d'Unité Populaire, aussi fortes que soient ces organisations populaires, elles ne peuvent au mieux que déboucher sur une éphémère situation de double pouvoir, que seule l'action armée peut résoudre au bénéfice d'une classe, en prenant tout le pouvoir, c'est-à-dire l'Etat, en brisant le Quartier Général des exploiters. Si les travailleurs ne disposent pas de leur armée, ils ne peuvent sortir de cette situation que vaincus.

Enfin, et c'est là aussi une expérience renouvelée, si le dénouement de la crise révolutionnaire est tranché par les armes, encore faut-il que les ouvriers en armes disposent d'un état-major politique capable de les orienter tant sur le plan stratégique que tactique. Les forces révolutionnaires chiliennes étaient faibles, divisées et surtout pour le MIR dans une attitude de soutien critique au gouvernement qui ne favorisait pas l'indépendance politique des ouvriers. Il manquait donc un véritable parti communiste ayant acquis la confiance des éléments les plus déterminés des masses.

G. Fabre

Plate-forme de lutte des cordons industriels de Santiago

Nous, travailleurs des cordons industriels, avançons comme programme d'action de classe immédiate :

1/ la lutte pour le passage aux mains des travailleurs, du secteur socialisé de toutes les entreprises qui produisent des biens de première nécessité, du commerce alimentaire et des usines de matériaux de construction.

2/ la lutte pour l'expropriation immédiate des grandes entreprises privées de la distribution.

3/ l'expropriation des exploitations de plus de 40 hectares (irrigués) ; confiscation des terres et nationalisation de l'exploitation.

4/ constituer un contrôle ouvrier de la production et un contrôle populaire de la distribution. Les travailleurs décideront de ce qu'on produira pour le peuple, de l'utilisation des profits...

5/ la lutte pour implanter une direction ouvrière dans toutes les entreprises du secteur nationalisé.

(...)

8/ pouvoir de sanction des JAP (collectifs d'approvisionnement) et des commandos communaux.

Contrôle de ce qui est fourni aux commerçants et châtiment de ceux qui ne vendent pas, accaparent et spéculent...

(...)

12/ nous appelons tous les travailleurs à constituer les commandos industriels par cordons et les commandos communaux, unique moyen pour la classe ouvrière de disposer d'un organisme d'action efficace, capable de la mobiliser et de lui donner de nouvelles tâches.

Nous croyons que contrôler les moyens de production et la distribution, c'est consolider le processus, c'est créer une nouvelle économie aux mains de la classe ouvrière, c'est aller de l'avant. C'est pour cela que nous nous opposons à tout type de concession à la bourgeoisie.

Cordons industriels de Santiago,
commandos communaux,
coordination nationale de la construction.
Février 1973

Chili : triste bilan

Partisan N°47 – Janvier 1990

Victoire symbolique de Patricio Aylwin à l'élection présidentielle. Symbolique non pas parce qu'il s'agit du retour à la démocratie, comme on nous le chante dans tous les journaux et à la télé (« Le Monde » en fait un titre sur toute la largeur du journal, réservé aux événements exceptionnels...). Symbolique par la personne du nouveau président. Patricio Aylwin est dirigeant du parti de la Démocratie Chrétienne, qui entre 71 et 73 a tout fait pour abattre le régime de l'Unité Populaire de Salvador Allende. C'est même précisément lui qui est intervenu à la télévision le 11 septembre 73 pour apporter le soutien de la Démocratie Chrétienne au coup d'Etat de Pinochet [NdlR 2013 Une semaine avant le coup d'Etat, il signait la déclaration du Congrès appelant les militaires à « aider à ré-établir le cours de la loi ».]

Quelle ironie de le voir aujourd'hui élu comme symbole de l'opposition, soutenu par toute la gauche, y compris le Parti Communiste et le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire).

De son point de vue, comme celui de la bourgeoisie, rien à dire. Après seize ans de dictature, de répression, de normalisation, la situation sociale est redevenue « normale », toutes les aspirations révolutionnaires ont été temporairement oubliées, et la bourgeoisie peut respirer tranquille. Et, dans ce cas, la démocratie bourgeoise est quand même plus souhaitable que la dictature terroriste, toujours source de révolte. Après avoir remis de l'ordre face à l'anarchie révolutionnaire, les bourgeois peuvent se payer le luxe de revenir à la démocratie.

Mais que dire de ces partis de gauche qui parlaient de lutte armée, de pouvoir ouvrier, de prise du pouvoir (comme le MIR) en 73, amenés à soutenir un de leurs bourreaux ? Bien sûr, le mouvement ouvrier a été brisé par une répression sanglante. Comme l'avant-garde ouvrière chilienne a été physiquement liquidée. D'une part cela montre l'impréparation et l'inconscience face à la réaction bourgeoise. Mais cela montre aussi que ces partis de gauche, soi-disant révolutionnaires, n'avaient qu'une idée très lointaine de ce qu'est vraiment la révolution et la manière d'y parvenir par la lutte armée.

Le mouvement ouvrier chilien a payé un lourd tribut à ce réformisme, même très radical. Son niveau de conscience et d'organisation a reculé, bien loin de ce qu'il avait pu atteindre il y a seize ou dix-sept ans. Un nouveau processus de lutte a débuté il y a quelques années, avec de nouvelles générations, une mémoire réduite. Il a déjà réussi à reconquérir les libertés politiques, ce qui est une première victoire. Reste à parcourir le chemin révolutionnaire, en tirant les leçons du passé...

A.D.

10 ans du coup d'état au Chili : l'impossible voie réformiste

Pour Le Parti N°61 – Août/Septembre 1983

Il y a 10 ans, le coup d'Etat de Pinochet mettait fin au gouvernement d'Unité Populaire de Salvador Allende. Présenté à l'époque par toute la gauche française comme l'exemple à suivre, la tentative de « passage pacifique au socialisme » se terminait par un bain de sang. Il est impossible en un article de décrire complètement ces trois années de crise révolutionnaire au Chili. Les livres donnés en référence permettront à ceux qui le souhaitent d'en avoir une vision plus complète. Rappelons ici les principales dates et échéances.

04 septembre 1970

Salvador Allende, candidat de l'Unité Populaire est élu président de la République à la majorité relative des suffrages, avec 36,3% des voix. Le Parlement à majorité de droite, confirme le vote et proclame Allende président le 24 octobre. Ainsi, un président qui se dit de gauche est élu avec une majorité de droite au Congrès. Dès le début est donc posée la question du respect de la loi par l'Unité Populaire et le gouvernement s'y tiendra tout au long des trois années du processus.

7 décembre 1970

Accord Gouvernement – CUT (Centrale Unique des Travailleurs, syndicat unique). Les travailleurs auront des représentants à l'intérieur des Caisses de Prévision Sociale, création d'une Commission Centrale des rémunérations gouvernement – patronat – syndicat, participation directe des travailleurs à la transformation du Chili. En France, en 1983, on dirait des élections à la Sécu, négociation collective sur les salaires, droit d'expression des salariés... les droits nouveaux à la sauce chilienne pour acheter la paix sociale et avoir l'appui des syndicats.

11 juillet 1971

La nationalisation des mines de cuivre – principale richesse du Chili – est votée à l'unanimité par le Parlement. Cette nationalisation clôt une série impressionnante de prise de contrôle de l'Etat Chilien dans l'économie : Banques nationales et étrangères, mines (fer, charbon, salpêtre, cuivre), industrie (sidérurgie, une grande part de la métallurgie, textile...), grands domaines terriens (2 millions d'hectares).

En décembre 1971, l'Etat contrôle environ 60% du produit national chilien. Ce que l'on sait moins, c'est que les indemnités versées pour ces prises de contrôle sont énormes : un milliard de dollars US, soit deux fois le total des salaires du secteur privé payés en 1970 !

Voilà qui ressemble fort à nos nationalisations de 1981 et aux 40 milliards de centimes payés aux actionnaires en rance.

De plus, de nombreux accords continuent à être signés avec des sociétés étrangères, dans des conditions tout à fait avantageuses pour elles (RCA, Armco Steel, Cerro Corporation...).

Mais ce processus, qui n'avait jusque-là provoqué que peu de remous avec l'impérialisme, va prendre une autre dimension avec le cas symbolique du cuivre. 85% des rentrées de devises du pays proviennent du cuivre et l'exploitation est entièrement contrôlée par les géants américains Anaconda et Kenecott. Les profits dégagés sont fabuleux (taux de profit de 25 à 40% !) et la nationalisation du cuivre est le symbole de la lutte contre l'impérialisme.

Un puissant mouvement populaire se développe autour du mot d'ordre : « Pas un sou pour les voleurs yankees » qui aboutit à la nationalisation sans indemnités des trois mines les plus importantes, au nom des bénéfices excessifs rapatriés par les compagnies américaines jusque-là.

Le cuivre chilien devient un enjeu politique pour tous les participants : le peuple chilien, la bourgeoisie nationale chilienne, les monopoles impérialistes. C'est le début de l'intervention directe de l'impérialisme au Chili, le rôle d'ITT, les financements de la CIA etc.

Septembre 1971

L'Unité Populaire fait le bilan économique de la première année qui se révèle positif. La relance par la consommation a apparemment porté ses fruits : hausse massive des salaires, blocage des prix ont provoqué la relance de la consommation. D'où écoulement des stocks, relance de l'industrie, diminution du chômage. Tout le monde est satisfait, y compris le patronat. Mais déjà, les signes apparaissent des limites de cette opération : la réponse de la production est insuffisante, il y a pénurie, rationnement et donc stockage illicite, spéculation, marché noir. Le Chili est obligé d'importer des produits de première nécessité (viande, fruits...) et donc épuise ses réserves de devises. L'inflation grimpe en flèche. La logique de la concurrence capitaliste, respectée par l'UP, impose ses lois. En décembre 1971, première réaction politique de la droite : les ménagères des beaux quartiers défilent en tapant sur des casseroles vides pour protester contre la pénurie...

22 octobre 1971

Assassinat d'un leader paysan révolutionnaire Moïses Huentelaf par les propriétaires terriens. Allende s'est engagé à appliquer la réforme agraire votée par la droite, pas plus ! Respect du parlement oblige. Mais cette réforme a pour but d'introduire le capitalisme dans l'agriculture, d'augmenter la productivité. Les expropriations des terres ne peuvent avoir lieu qu'au-dessus de 80 hectares, le propriétaire a le droit de choisir les terres qu'il conserve (les meilleures, bien entendu !), il garde le bétail et le matériel. Chez les paysans pauvres, ces limites n'ont aucun sens. Les occupations se multiplient, surtout dans le sud, sans correspondre du tout au projet de l'UP. Début juin 1971, Allende répond à un paysan venu protester contre la loi : « Occuper des terres, c'est violer un droit ». Et quand le paysan répond « C'est le changement que nous voulons ! », Allende répond « Non, le chaos ! Le problème ne réside pas dans la forme de la propriété mais dans la production ».

Autrement, dit : respectez la loi, travaillez, nous gouvernement nous occupons de la politique. Et ceux qui parlent de véritable changement dans l'agriculture ou dans l'industrie ne provoquent que le chaos... On ne peut être plus clair.

L'affrontement est déjà bien avancé entre paysans pauvres et propriétaires terriens, les réformistes choisissent leur camp !

05 juin 1972

Conclave de Lo Curro. Tous les partis de l'Unité Populaire se retrouvent pour faire le bilan de l'action déjà entamée, face à l'apparition évidente de la crise politique. Le 12 avril, 200 000 personnes défilent à l'appel de la droite « pour la démocratie ». En réponse, 400 000 personnes défilent le 18 avril à l'appel de la gauche.

Face à la crise révolutionnaire qui apparaît, d'un côté la mobilisation des masses sur leurs intérêts propres, de l'autre l'offensive de la bourgeoisie, la politique réformiste qui faisait encore illusion vole en éclat, l'impossible troisième voie disparaît.

Deux orientations apparaissent dans le débat :

- Celle du Parti Communiste et des secteurs les plus modérés du PS, soutenue par Allende lui-même : il faut « consolider pour avancer », ou comme on dit en France, « faire une pause dans les réformes ». Face à l'offensive de la droite, à l'éloignement de la petite-bourgeoisie, n'ayant comme seule perspective que d'aménager pacifiquement le système capitaliste, il faut lâcher du lest, s'aplatir, faire des concessions. Et tous ceux qui veulent aller plus loin sont des provocateurs qui font le jeu de la droite.
- Celle des secteurs plus radicaux du PS et d'autres organisations : sensibles à la mobilisation des masses, à l'approche de l'affrontement, ils sont favorables à « avancer pour consolider ». mais étant

malgré tout prisonniers d'une logique réformiste, ils ne peuvent présenter un projet cohérent, à la fois offensif et restant dans le cadre du capitalisme. Ils ne pouvaient qu'être battus, ce qui s'est produit.

Cette réunion marque, non pas un changement d'orientation, mais la victoire de la ligne du PC et l'abandon, même formel, du soutien au mouvement de masse pour respecter la légalité bourgeoise.

27 juin 1972

Constitution d'un premier « Cordon Industriel », le cordon Cerriles. Les Cordons Industriels sont les premières structures d'organisation de la classe ouvrière en période révolutionnaire : ce sont des organismes de coordination des travailleurs de toutes les entreprises d'une zone ou d'une localité, constitués de délégués élus de chaque entreprise, indépendamment du syndicat ou du secteur économique. C'est un soviet ouvrier local, né dans la radicalisation de la lutte des classes, comme instrument de lutte contre le patronat et le gouvernement. Apparus en Juin, ils se multiplient en Octobre et seront le fer de lance de la résistance de la classe ouvrière à la politique bourgeoise. Les Commandos Communaux naissent à peu près à la même époque et regroupent sur une zone, les délégués de tous les fronts de lutte : syndicats, cordons industriels, associations de voisins, centres de mères etc.

Ces structures de pouvoir populaire à la base seront l'objet de multiples débats sur leur place et leur rôle dans le processus révolutionnaire. Ils seront également, du fait de leur force réelle, la source de nombreuses illusions sur la possibilité de prendre le pouvoir à la base sans toucher le pouvoir d'Etat. Le mouvement ouvrier chilien paiera cher ces illusions avec le coup d'Etat.

05 Août 1972

Au bidonville Lo Hermida, la police tire sur les habitants d'une « poblacion » lors d'une perquisition. Un mort, trois blessés graves, 170 arrestations. Deux fonctionnaires de la police, dont un communiste, sont révoqués. C'est le premier signe de l'orientation victorieuse à Lo Curro : le réformisme ne conduit qu'à l'affrontement avec le mouvement ouvrier.

11 octobre 1972

Première grève des camionneurs, qui dure jusqu'au 6 novembre. Elle sera brisée par la mobilisation populaire qui organise ses propres réseaux de ravitaillement et de distribution.

21 octobre 1972

La loi sur le contrôle des armes est votée. Présentée par le gouvernement après débat avec l'armée, elle est encore aggravée par la droite. Elle permet les perquisitions, la recherche d'armes même anodines (matraques...), les arrestations sans aucune limite. Les réformistes donnent des garanties à la droite et aux militaires.

30 octobre 1972

Premier gouvernement où sont présents des militaires ainsi que des dirigeants de la CUT (syndicat). Les réformistes donnent toujours plus de gages, la droite applaudit et poursuit son offensive : les résultats sont payants !

04 mars 1973

Elections législatives : l'UP regroupe 43,4% des voix contre 34% en 1970. De plus, il s'agit de secteurs durs, les ouvriers de la Démocratie Chrétienne ayant basculé de camp. Le vote populaire massif pour l'UP traduit à la fois la radicalisation du mouvement de masse et en même temps ses limites : tous les jours, à la base, l'opposition à la politique réformiste se développe concrètement, tous les jours le gouvernement prend des mesures de plus en plus dures contre le mouvement populaire, mais aucune perspective politique révolutionnaire n'apparaît et l'affrontement au sommet se réduit à UP/Droite.

Ces élections marquent donc un mûrissement de la crise, d'autant plus que la droite, qui espérait récupérer le gouvernement par la voie électorale voit cette issue bloquée. Le mouvement de masse continuant à se développer, à échapper de plus en plus aux réformistes, le danger commence réellement à apparaître pour la bourgeoisie.

22 mars 1973

Congrès populaire sur le ravitaillement.

Les JAP (Juntas pour l'Approvisionnement et le Contrôle des Prix) sont créées en juillet 1971, à l'initiative d'un ministre socialiste radical. Elles regroupent sur une base de quartier les habitants, ménagères, syndicats, petits commerçants dans le cadre de la bataille de la production pour contrôler les prix et lutter contre la spéculation (voir le bilan de la première année). Mais très vite, le rôle des JAP débordera ce simple cadre de contrôle pour s'attaquer à tous les problèmes de ravitaillement, distribution, commercialisation, c'est-à-dire à un niveau très politique. Elles deviennent des structures populaires, où les petits commerçants sont mis sous le pouvoir des masses.

Lors de la grève des camionneurs, face au blocage des transports, à la grève des petits commerçants, de multiples circuits de distribution parallèles sont mis en place, contrôlés par les JAP en lien avec les centres de réforme agraire et les conseils communaux de paysans. Des magasins de distribution se multiplient, pour briser par la force ces grèves réactionnaires.

Pour les réformistes, le mouvement va trop loin, en particulier dans l'attaque contre la petite-bourgeoisie. Une circulaire du gouvernement, le 19 février 1973, va limiter le rôle des JAP : contrôle, oui, distribution, non ! Elle précise que « la distribution des biens de consommation courante devra se faire exclusivement à travers les établissements commerciaux privés, lorsqu'ils existent ».

La réponse du Congrès des JAP est claire : la circulaire est rejetée.

29 juin 1973

« Tancazo » : tentative de coup d'Etat militaire qui avorte par manque de préparation.

Une intense mobilisation se produit dans les Cordons Industriels et les Commandos Communaux. La possibilité d'une contre-offensive populaire contre les secteurs putschistes apparaît comme réaliste.

Le gouvernement choisit une autre voie. Allende rend hommage aux Forces Armées, leur attribuant le mérite de l'écrasement de la conspiration. Des généraux (dont Pinochet) paraissent au balcon à ses côtés. L'armement des masses, qui commence à apparaître comme une exigence, est rejeté.

Déjà, fin mai, dans un discours, Allende avait annoncé la couleur : « Pour la démocratie et la révolution, contre la guerre civile ». Alors que le coup d'Etat est déjà en marche, que l'affrontement est évident, les réformistes montrent leur vraie nature : leur perspective n'est pas de changer la société, mais de l'aménager. L'affrontement pour eux doit être évité à tout prix, car il ne peut mener qu'au chaos (voir plus haut) et au fascisme. Et plus le conflit se rapproche objectivement, plus ils sont conduits à s'opposer à ceux qui veulent le vrai changement et à eux seuls.

Non seulement ils désarment les travailleurs, mais ce sont eux qui ouvrent les portes au fascisme.

Juillet-Août 1973

La preuve se fait durant ces deux mois :

- La loi sur le contrôle des armes est appliquée systématiquement dans les usines et les Cordons Industriels. L'armée multiplie les perquisitions et les arrestations à la recherche d'armes. Les groupes armés de droite et d'extrême-droite ne sont pas touchés, le but est bien de désarmer la classe ouvrière.
- Arrestation de plusieurs centaines de marins anti putschistes à Valparaíso, qui s'étaient mobilisés avec le peuple contre le Tancazo. Procès contre les dirigeants politiques radicaux qui appelaient au

travail politique dans l'Armée. Le 9 Août, Allende est explicite en installant le nouveau gouvernement : « Il n'y aura pas d'armée parallèle... j'avertis que le gouvernement repoussera toute tentative d'infiltration subversive des Forces Armées et de la Police ». C'est à ce moment qu'apparaît la faiblesse du travail politique effectué à la fois dans l'armée, et pour la constitution d'une armée populaire. Jusqu'au bout de l'UP, et même des organisations plus radicales comme le MIR ont cru à la division de l'armée, en faisant confiance aux secteurs légalistes.

26 juillet 1973

La droite, se sentant appuyée, poursuit son offensive :

- Nouvelle grève des camionneurs, directement financée par la CIA, le cours du dollar s'effondre au marché noir (les camionneurs sont payés en dollars).
- A l'intérieur de l'armée, offensive pour liquider les rares secteurs légalistes. Le Général Prats démissionne, remplacé par Pinochet au gouvernement.
- Le 23 août, la chambre déclare le gouvernement illégal.

11 septembre 1973

Coup d'état militaire : 50 000 morts.

- L'armée ne se divise pas et fait bloc avec le coup d'Etat, contrairement aux espoirs de toute la gauche. D'ailleurs, le putsch commence dans la nuit du 10 au 11 par la liquidation physique, dans les casernes, de tous les soldats qui y sont opposés.

La seule manière de provoquer une division dans l'armée aurait été de créer une armée populaire, puissante sur la base des Cordons Industriels et des Commandos Communaux. Les soldats progressistes, même isolés, auraient alors pu avoir une aide et un appui, savoir comment travailler à détruire l'armée bourgeoise. « Le bulletin de vote ne suffit pas pour parvenir au socialisme. Il faut disposer d'une armée au service du peuple » déclare plus tard la veuve de Salvador Allende. Début d'autocritique... vite enterrée. Ou le mouvement ouvrier détruit l'armée bourgeoisie, s'organise en armée populaire et prend le pouvoir d'Etat, ou il se fait massacrer. C'est une des leçons de l'expérience chilienne.

- Allende meurt les armes à la main et dans le monde entier est présenté comme un véritable héros populaire. Il a eu certes le courage d'aller jusqu'au bout de ses idées, à la différence de beaucoup d'autres réformistes.

Mais cela ne nous fera pas oublier ces trois années qui ont montré l'échec de la voie réformiste, l'impossibilité d'une troisième voie entre socialisme et barbarie. Et cela ne nous fera pas oublier non plus les responsabilités écrasantes de tous ceux qui ont désarmé politiquement, idéologiquement et militairement la classe ouvrière, et qui d'un autre côté ont ouvert la porte au coup d'Etat. C'est une deuxième leçon de l'expérience chilienne.

- A l'annonce du coup d'Etat, grève générale au Chili. Toutes les usines sont occupées, les Cordons Industriels se mobilisent. Mais en l'absence de distribution d'armes, de plan militaire, de stratégie de prise du pouvoir, la résistance est limitée, parcellisée, et les usines tombent les unes après les autres.

La grève générale, l'autodéfense des usines, c'est très bien. L'organisation autonome des masses en structures de pouvoir populaire, comme les Cordons Industriels, les Commandos Communaux, les JAP, c'est indispensable. La force des manifestations de rue, comme encore le 4 septembre où 800 000 personnes défilent pour soutenir Allende, cela reflète la force du mouvement de masse.

Mais si ces initiatives, ces structures ne sont pas orientées vers la prise du pouvoir d'Etat, la dictature du prolétariat, si elles se contentent de mobiliser sans objectif clair, elles ne font que créer des illusions surtout en période révolutionnaire comme au Chili.

Et elles laissent la classe ouvrière désarmée quand la bourgeoisie passe à l'offensive, et elle, sans prendre de gants.

C'est la troisième leçon de l'expérience chilienne.

Albert Desaines

Pour en savoir plus

(livres probablement aujourd'hui difficile à trouver, peut-être en bibliothèque NdlR 2013)

- **« L'expérience chilienne : réformisme ou révolution ? »** d'Alain Labrousse – Collection Combats au Seuil. Livre écrit fin 1971, donc avant le coup d'Etat. Donne une bonne description de la situation économique et politique du Chili, pour comprendre l'expérience Allende. Tout en ayant une position de soutien à l'expérience, l'auteur note bien les contradictions et impasses du réformisme qui apparaissent dès la première année.
- **« Le Chili sous Allende »** d'Alain Joxe – Collection Archives chez Julliard. Intéressant recueil de documents chiliens sur toute l'expérience Allende. Avec commentaires sur une position de soutien critique proche des analyses du PSU.
- **« Chili : une tentative de compromis historique »** de Jorge Palacios – chez NBE, 2 tomes. Analyse politique approfondie sur l'expérience chilienne par un dirigeant du PCR (Parti Communiste Révolutionnaire) chilien. Vision correcte du réformisme et de la logique de son échec.

Chili 1983 : quel avenir à la protestation ?

La grève générale du 23 juin 1983, les derniers événements au Chili ont remis ce pays à la une de l'actualité, après de nombreuses années de silence.

Mais la presse a donné une certaine image du Chili : les mineurs de cuivre, les camionneurs, les ménagères et la Démocratie Chrétienne ont été présentées comme le fer de lance de la lutte contre la dictature. Rappelons les faits ;

1) Les mineurs de cuivre

Ces mineurs se sont fait remarquer sous le gouvernement Allende par de multiples actions contre la gauche : grève à El Salvador en Juillet 1971, à Chuquicamata en Décembre 1971, à El Teniente du 17 avril au 21 juillet 1973.

Il faut savoir que les mineurs de cuivre sont souvent très qualifiés, en raison de la mécanisation de l'abattage du minerai, que leurs salaires sont très élevés, et peuvent atteindre le triple du salaire de l'ouvrier moyen de l'industrie ou des mines... de charbon !

Pour une large part, ils forment l'aristocratie ouvrière directement liée à l'impérialisme américain ou à ses relais chiliens. Ce qui explique la domination politique de la Démocratie Chrétienne dans ces couches et le tour immédiatement politique qu'ont pris ces grèves du temps d'Allende.

D'ailleurs, le dirigeant actuel des mineurs de cuivre, Rodolfo Seguel ne cache pas son appartenance à la DC, ainsi que son soutien au coup d'Etat de 1971.

Cela dit, depuis dix ans la situation a peut-être changé. Il est évident que la crise économique atteint également l'aristocratie ouvrière, et modifie son comportement politique et idéologique. Il n'est donc pas totalement exclu que certains secteurs se retrouvent aujourd'hui en point dans la lutte pour une autre société. Mais, en attendant des faits précis venant confirmer cette hypothèse, il faut être extrêmement prudent dans les déclarations de la presse à leur sujet.

2) Les camionneurs

Petits propriétaires de leur camion, ils ont un rôle stratégique dans un pays long de 4000 km et large de 200 km. Ils sont puissamment organisés en syndicat corporatiste, et farouches défenseurs de la propriété privée. Sous le gouvernement Allende, ils ont impulsé deux grèves politiques, la première en octobre 1972, brisée par la mobilisation des masses ; la deuxième à partir de juillet 1973 jusqu'au coup d'Etat. Largement soutenus financièrement par la CIA, c'était un secteur particulièrement réactionnaire et largement influencé par l'extrême-droite. La classe ouvrière les a combattu, avec raison, et n'a rien à en attendre.

3) Les ménagères

Sous ce mot vague, il s'agit en fait des bourgeoises et petites-bourgeoises et non pas des femmes de la classe ouvrière et de la paysannerie. Elles ont été les premières à manifester contre le gouvernement Allende, en Décembre 1971, dans la fameuse manifestation des casseroles vides.

4) La Démocratie Chrétienne

Il est impossible de développer ici le rôle de la DC, ses liens avec l'impérialisme américain, les lecteurs volant des détails pourront consulter les livres donnés en référence.

Mais l'histoire a tranché : elle a puissamment contribué à installer Pinochet au pouvoir.

Alors, que faut-il penser de ces mouvements ?

- Ils montrent d'abord la faillite politique et économique de la Junte. La crise atteint le Chili de plein fouet, et touche également ces secteurs qui l'ont portée au pouvoir : nombreuses faillites chez les camionneurs, crise et austérité y compris pour l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie.
- Mais ces secteurs ne sont pas les secteurs de pointe de la lutte contre la dictature. Pour la plupart, ils sont même opposés au mouvement ouvrier. Et cela traduit d'ailleurs dans leurs perspectives politiques : aujourd'hui, au travers des grèves, il s'agit de négoier avec la Junte, de discuter avec elle, alors qu'il y a dix ans, il s'agissait de renverser Allende. Que la classe ouvrière rentre sérieusement en lutte et on peut être sûr de voir la plus grande part de ces couches rejoindre la Junte.
- Pourquoi se trouvent-elles alors sur le devant de la scène ? Nous manquons d'informations pour y répondre complètement. Mais cela signifie soit une déformation délibérée de la presse bourgeoise, soit une mobilisation plus faible des secteurs fondamentaux de la classe ouvrière, soit sans doute les deux à la fois. Car l'avenir du Chili est porté par les ouvriers de l'industrie, des ports, des mines de charbon, les « pobladores » (habitants des bidonvilles), les paysans pauvres. Et ce sont eux qui, précisément parce qu'ils ont soutenu à fond l'expérience Allende, sont sans doute le plus dans l'incertitude et la confusion politique : manque de confiance dans les réformistes, absence de perspectives claires etc.

Alors peut-être sont-ils en retrait pour l'instant, laissant la place aux secteurs les plus arriérés.

Mais l'avenir leur appartient. Qu'une brèche s'ouvre dans la dictature et le mouvement ouvrier s'éveillera, saura tirer le bilan de l'expérience passée et aller bien plus loin.

A.D.

6^{ème} anniversaire du coup d'Etat fasciste au Chili :

Des enseignements toujours vivants

Pour Le Parti N° 19 – Octobre 1979

« Le Chili est aujourd'hui la première nation de la terre appelée à expérimenter un deuxième modèle de transition à la société socialiste » déclarait Allende en 71. Voilà qui est clair sur les ambitions de la gauche réformatrice : opposer les réformes et la révolution ; montrer qu'il est possible de construire le « socialisme » par la victoire électorale ; que la bourgeoisie, prise au piège de la démocratie, se soumettra pacifiquement. Mais le coup d'état de 73 est venu rappeler durement au peuple chilien qu'on ne construit pas le socialisme avec des utopies. Nous aussi devons tirer les leçons actuelles de l'expérience réformatrice chilienne, pour approfondir notre connaissance des révisionnistes et sociaux-démocrates et élever notre compréhension des tâches à accomplir.

La politique de l'Unité Populaire (UP)

a) La politique économique.

Quelles ont été les principales réformes économiques promulguées par le gouvernement Allende :

- Extension du secteur d'état. 415 entreprises ou banques ont été rachetées, réquisitionnées ou contrôlées. Le contrôle de l'état passa de 40 % à 60 % du produit national brut. Il atteignit 90 % du crédit bancaire et 85 % des exportations.
- Poursuite de la réforme agraire entamée par le gouvernement précédent.
- Développement de l'aide aux PME.
- Blocage des prix et augmentation des bas salaires.

Durant la première année (1971), ces réformes auront apparemment des résultats positifs : augmentation du pouvoir d'achat des masses, diminution du chômage, essor de l'activité industrielle. Mais l'euphorie fut de courte durée. A partir de 1972, les difficultés s'accumulent. Difficultés économiques (grèves des investissements, baisse des exportations) et politiques (premières manif de l'opposition, grève des mineurs).

Par les mesures économiques qu'il avait prises, le gouvernement social-démocrate d'Allende frappait les intérêts américains au Chili, la bourgeoisie monopoliste et la grande bourgeoisie agraire. Mais il le fit en restant dans le cadre du capitalisme. Les mécanismes économiques restèrent inchangés. Toute la force économique des classes dépossédées restait entre leurs mains. Toutes les institutions, les sociétés patronales, l'appareil politique et idéologique restaient en activité au service de la bourgeoisie et s'activèrent contre le gouvernement. Bref, la bourgeoisie gardait le pouvoir.

Par diverses mesures, l'UP essaya de rallier à sa politique les petits industriels et la petite-bourgeoisie aisée. Elle prétendait que ce qui les opposait aux monopoles était le plus fort. C'était refuser de voir que leurs intérêts supérieurs étaient communs, que les fractions bourgeoises étaient liées entre elles par mille liens. Cela rendait vaines toutes les tentatives du gouvernement pour rallier ces couches à son projet capitaliste. D'autant plus que la crise économique et la faiblesse du gouvernement, qui n'avait aucun réel pouvoir, rendait plus difficile leur éventuel ralliement. Il faut comprendre dans quelle situation l'UP a été portée au pouvoir.

- Le développement de la domination des monopoles étrangers engendre une certaine crise économique. Les industries nationales sont conduites à la faillite ou à l'intégration. Globalement, l'activité industrielle stagne, le chômage et l'inflation se développent.

- Cette crise engendre un essor des luttes dans les années 65-70, luttes ouvrières (grèves) ou paysannes (occupation de grandes propriétés). La Démocratie Chrétienne (DC) au pouvoir qui, avec ses programmes populistes, s'était appuyée sur les aspirations populaires, est incapable de les refreiner.
La petite-bourgeoisie urbaine aussi se radicalise devant les menaces de prolétarianisation.
- Ces facteurs économiques et sociaux aggravent la crise politique. La bourgeoisie est en effet partagée sur l'attitude à adopter en pareille situation. L'aile droite de la DC et les partis les plus réactionnaires veulent affronter le mouvement populaire pour l'écraser, l'aile gauche de la DC veut détourner le mouvement populaire par quelques réformes et beaucoup de démagogie.

L'UP représente la réponse de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière à cette crise. D'un côté, les intérêts de ces couches sont lésés par les monopoles qui, par soif de profit, menacent leurs privilèges. D'un autre côté, les forces de la révolution grandissent et menacent de jeter à bas tout l'édifice, duquel ces couches retirent les avantages qui les différencient de la masse ouvrière.

Alors, elles tentent de se faufiler au pouvoir pour concilier le prolétariat et la bourgeoisie au service de leurs intérêts : au prolétariat, on accorde quelques réformes pour calmer sa volonté de changement et stimuler son ardeur au travail.

Mais on maintient le capitalisme en s'offrant quelques bons emplois dans la gestion du capital et de l'appareil d'Etat.

L'ensemble des mesures économiques et politiques de l'UP ainsi que les conceptions idéologiques qui les sous-tendent, s'explique au fond par ce projet utopique de conciliation entre des classes antagoniques. Mais conciliation ne veut pas dire voie moyenne : il n'est pas question de renverser le capitalisme, il n'est pas question de laisser monter la révolution.

On peut donner comme exemple la riposte du gouvernement à la grande grève patronale d'octobre 1972 (qui paralysa les transports et sabota ouvertement la production dans plusieurs branches, avec la participation active de la CIA). A cette première grande offensive de la bourgeoisie pour renverser le gouvernement, ce dernier opposa quelques mesures administratives (loi contre les délits économiques, pour le contrôle de la distribution). Mais la riposte de la classe ouvrière fut, elle, très forte. Les « Cordons Industriels » (assemblées de délégués ouvriers d'une zone) sont formés, prennent en main la distribution des vivres et organisent la défense des usines, infligeant une lourde défaite à la grève. Par la suite, ces cordons étendent leurs prérogatives au contrôle réel de la production. Evidemment le parti révisionniste chilien, dominant dans l'UP, s'oppose par tous les moyens à ces organes révolutionnaires. Il définit la « participation » des travailleurs seulement comme le « respect de la hiérarchie », « de la direction démocratique centrale » et comme l'obéissance à une « discipline sociale de fer ». L'organisation des masses pour conquérir tout le pouvoir et détruire l'état bourgeois était la seule voie révolutionnaire. L'UP s'y opposa dans tous les domaines.

b) L'attitude de l'Unité Populaire envers l'appareil d'Etat

L'UP chercha à investir l'appareil d'état, mais sans modifier quoi que soit de fondamental. Tout resta dans le strict cadre de la « légalité républicaine » qu'Allende avait promis de respecter scrupuleusement¹. Or, les institutions bourgeoises ont un double rôle : donner une façade démocratique à la dictature de la bourgeoisie et gérer les intérêts d'ensemble de la classe bourgeoise. Parlement, tribunaux et forces armées ont été formés pour s'acquitter de ces tâches et ils ne cessèrent de le faire pendant le gouvernement réformiste. Le parlement a été utilisé au maximum pour entraver l'activité gouvernementale. Les tribunaux continuèrent à défendre les intérêts bourgeois. L'armée et la police réprimèrent les mouvements populaires à la demande et préparèrent fébrilement le coup d'état.

L'attitude de l'U.P. par rapport à l'armée est révélatrice :

¹ Dans sa dernière intervention à la radio, du palais présidentiel assiégé, Allende proclame : « *Travailleurs de ma patrie, je veux vous remercier de la confiance que vous avez eue dans un homme qui ne fut que l'interprète des grands désirs de justice, qui a donné sa parole de respecter la constitution et la loi, et qui l'a tenue* »

- Les soldes des militaires furent considérablement augmentées pour valoriser leur statut de défenseurs de la patrie et de la constitution. A partir de 1973, quand les préparatifs de coup d'état n'étaient un secret pour personne, on augmenta la solde de la troupe pour la rapprocher du gouvernement. Nouvel échec : si le coup d'état commença par l'élimination physique des militaires allendistes, il put cependant s'appuyer sur la quasi-totalité de l'armée, tant celle-ci avait été façonnée à son rôle de serviteur de la bourgeoisie.
- On tenta d'écarter les militaires les plus réactionnaires et de placer à l'état-major les hommes « légalistes » et proches du gouvernement. Mais la lucidité ne fut pas de mise puisque les chefs d'état-major des trois armées dirigèrent le coup d'état.
- La formation des cadres de l'armée par les Etats-Unis fut maintenue (gages de confiance !) de même que les manœuvres conjointes armées chiliennes et américaines (qui n'étaient que des préparations coordonnées du coup d'état). Les Etats-Unis, alors qu'ils asphyxiaient économiquement le Chili, non seulement ne diminuèrent pas, mais augmentèrent leur aide technique et financière à l'armée chilienne, ce qui en dit long sur la confiance qu'ils lui accordaient pour défendre leurs intérêts².
- Parallèlement à ce renforcement de l'armée, bras armé de la bourgeoisie, les tentatives du peuple d'assurer sa défense furent interdites et réprimées. Nous examinerons plus loin les arguments avec lesquels les réformistes prétendirent masquer leur trahison. Mais il apparaît déjà clairement que le gouvernement ne fut pas « trop timide ». Devant l'alternative révolution ou contre-révolution, au nom des grands principes du réformisme, il prépara le massacre du peuple.

Cela montre une fois encore la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat, la nécessité du renversement de l'Etat bourgeois et de l'instauration de la dictature du prolétariat (DDP). La révolution n'est pas un diner de gala. La classe ouvrière doit se donner les moyens politiques, organisationnels et militaires de prendre le pouvoir et de le conserver, contre les assauts de la bourgeoisie comme contre les tendances conciliatrices de la petite- bourgeoisie. Le prolétariat ne doit pas s'isoler au pouvoir, mais rapprocher de lui les classes intermédiaires par une politique appropriée. La bourgeoisie impérialiste et ses alliés, par contre, il doit les frapper le plus fort possible. Il y va de sa survie. Le peuple chilien a payé assez cher ces leçons pour que nous ne les oublions pas.

Pourquoi y a-t-il eu coup d'Etat ?

Comment expliquer que la bourgeoisie réactionnaire mit tant d'acharnement à écraser un gouvernement que nous qualifions nous-mêmes de bourgeois ? Est-ce le résultat d'aventuristes putchistes ? Non. Alors même que le Parti révisionniste chilien vantait la loyauté de l'armée et tentait une unité gouvernementale avec la DC, la droite réactionnaire dans son ensemble préparait activement le coup d'état.

En effet, le projet de l'UP, bien que bourgeois, lésait quand même les intérêts des classes possédantes au pouvoir (bourgeoisie compradore, agraire). Il attaquait les intérêts américains auxquels étaient très liées ces fractions bourgeoises. Aussi toutes ces forces bourgeoises coalisées, avec l'appui massif des monopoles et du gouvernement américain, entreprirent le renversement d'Allende dès le moment de son élection.

L'autre facteur fondamental qui explique l'acharnement de ces forces à réaliser le coup d'état et la répression féroce qui l'a suivi est la croissance des luttes populaires. Les luttes et le degré de conscience révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre sont allés en s'amplifiant durant tout le gouvernement Allende. Malgré le rôle de sapeur-pompier de la révolution joué par les révisionnistes, on pouvait « craindre » le développement d'un processus révolutionnaire pouvant déboucher sur la prise effective du pouvoir par la classe ouvrière.

² Les liens du Chili aux deux blocs impérialistes ne seront pas détaillés ici, mais ils seraient pleins d'enseignement sur le prétendu « caractère révolutionnaire des pays du tiers-monde »

Le parti révisionniste chilien explique cyniquement l'échec de l'UP en en rejetant toute la responsabilité sur l'extrême-gauche, le MIR en particulier, qui aurait isolé l'UP des couches moyennes. Sans les « gauchistes », le compromis avec la DC aurait pu être réalisé, l'état-major rallié au gouvernement. Ceci n'est qu'une vaine tentative pour cacher leur responsabilité écrasante dans la défaite qu'a subie le peuple chilien. La réalité est que le coup d'état est la sanction de la faiblesse du mouvement ouvrier, qui n'a pas su rejeter la domination réformiste qui le jetait pieds et poings liés dans la gueule de la bourgeoisie.

C'est le P"C" et les autres partis de l'UP

- qui ont laissé à la bourgeoisie toutes ses armes contre le peuple (armée, presse, ligues fascistes...),
- qui se sont opposés frontalement à toute remise en cause de la légalité bourgeoise, qui ont freiné l'élévation de la conscience et de la combattivité de la classe ouvrière,
- qui ont jeté la petite bourgeoisie dans les bras de la droite réactionnaire, bien que prétendant la rallier. Chaque offensive bourgeoise a accentué leur capitulation³. La mobilisation populaire était un obstacle à leurs magouilles. Dans une telle situation, la petite-bourgeoisie a senti la faiblesse des réformistes et s'est naturellement rangée du côté de la bourgeoisie pour défendre ses intérêts.

Pour rallier la petite-bourgeoisie, il faut non pas adopter un semblant de politique de compromis entre la voie prolétarienne et la voie bourgeoise (en réalité une politique bourgeoise social-démocrate) mais une attitude conséquente qui mobilise la classe ouvrière, associe la petite-bourgeoisie aux premières mesures socialistes et lui montre la seule voie pour supprimer l'oppression qu'elle subit, participer au rejet du capitalisme.

Voilà ce qu'a révélé la politique de l'UP : opposition à quelques intérêts privés, mais soumission totale au capitalisme. Le but visé était un capitalisme à base nationale qui bénéficie de l'appui populaire et qui puisse monnayer son appartenance au marché impérialiste. Ce projet, bien que bourgeois heurtait les intérêts des monopoles régnants au Chili. Mais il s'opposait aussi aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple chilien, qu'il tentait de détourner de la révolution.

René Frankel

³ Ce processus se poursuit actuellement [1979 !, NdlR] pour le parti révisionniste qui s'aplatit devant la junte militaire et la DC pour obtenir le rétablissement de la démocratie bourgeoise

6^{ème} anniversaire du coup d'Etat fasciste au Chili :

L'idéologie réformiste de l'UP et l'opposition de gauche

Pour Le Parti N°20 – Novembre 1979

I) Les conceptions idéologiques dominantes dans l'UP

Le fondement idéologique central du gouvernement de l'UP est la thèse du passage pacifique au socialisme, adoptée explicitement en 1956 au X^{ème} Congrès du Parti Communiste Chilien (alors clandestin). Cette thèse consiste au fond à l'abandon de l'objectif de la DDP au profit d'un projet de capitalisme populaire. C'est parce que la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière ont pris la direction idéologique et politique du PC qu'une telle thèse est apparue. Même si le XX^{ème} Congrès du PCUS a été important dans ce tournant, il est fondamentalement le reflet de la soumission de ces couches à l'impérialisme et à la démocratie. Effrayées par la perspective de la DDP, gangrenées par les aumônes de l'impérialisme et par toute l'idéologie bourgeoise, ces couches tentent de rallier le prolétariat à leur projet de collaboration de classe. Le raisonnement du Parti révisionniste chilien est le suivant : la domination sans partage des monopoles (qui permet un large, très large front antimonopoliste) les traditions démocratiques du Chili, le poids du socialisme mondial, permettent d'envisager la « voie pacifique » comme « *voie la plus probable* ». Pas question dès lors de préparer l'insurrection armée, la prise violente du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés, quitte à ce que la prise du pouvoir se déroule pacifiquement si les conditions le permettent¹. Là-dessus, le PC chilien est clair depuis le début : « *Se préparer à l'alternative de la violence, là où existe la possibilité d'une voie pacifique, ce n'est pas s'évertuer, par exemple, à mettre sur pied des groupes armés. Cela reviendrait dans la pratique à avoir une double ligne d'action, à avancer sur deux routes à la fois, avec ce que cela comporterait comme dispersion des forces, et pourrait exposer le mouvement ouvrier à l'aventure, à la provocation putschiste, à une ligne gauchiste et sectaire* ». (Corvalan, secrétaire PCCh 1961). Il s'agit donc de s'opposer par tous les moyens à l'armement du prolétariat, à la préparation idéologique, politique et matérielle de l'insurrection.

Pourquoi une telle position ? C'est que, et c'est là le point capital que se refusent à comprendre les opportunistes, du MIR chilien ou de la LCR en France, les révisionnistes ne sont pas des partisans du socialisme qui se trompent de voie. Ce sont des petits-bourgeois qui ont renoncé à la DDP, au socialisme, au profit d'un capitalisme où ils puissent s'épanouir. Il y a donc cohérence entre leur but réel et les moyens qu'ils se donnent, le passage pacifique au socialisme. Ce qui fait le danger de telles conceptions, c'est qu'elles se parent du marxisme, qu'elles prétendent être un développement créateur de la théorie du socialisme alors qu'elles n'en sont qu'une trahison. Avec ces conceptions, pas de compromis possible, il faut démasquer le plus à fond possible, leur contenu contre-révolutionnaire.

La clé de voûte de la thèse du passage pacifique au socialisme est la conception de la neutralité de l'Etat. Selon cette théorie, l'état est un instrument technique sans nature de classe. Il est au service des individus au pouvoir qui lui donnent son caractère. C'est donc l'état bourgeois sans modification aucune que l'UP investit et croit diriger, en donnant toutes les garanties que la constitution et les lois seraient observées.

Or, la conception marxiste de l'état bourgeois (un instrument au service de la bourgeoisie que le prolétariat doit renverser, détruire) n'est pas issue de rêves brumeux. Elle est le fruit de l'analyse scientifique de la société, la synthèse des enseignements de l'histoire examinée du point de vue du prolétariat : chaque fait historique (Commune de Paris, 1905, 1917...) a été confronté à cette théorie et est venu la développer, pourvu que des hommes, des partis se chargent de cette étude.

¹ Lénine l'avait ainsi cru possible « pendant quelques jours tout au plus » en septembre 17 en Russie (tome 25, p. 334), mais il n'en a jamais fait un principe guidant l'activité du prolétariat.

En édulcorant la théorie marxiste dans ses principes fondamentaux, les révisionnistes ôtent à la classe ouvrière l'instrument de son émancipation et travaillent activement à la perpétuation de la domination bourgeoise.

On peut donner comme exemple de leur trahison, les conceptions que les réformistes chiliens propagèrent à propos de l'armée chilienne. Voilà comment, sous prétexte de marxisme créatif, ils désarment la classe ouvrière :

« Une analyse théorique schématique sur le rôle de l'Etat et de ses appareils armés dans les sociétés de classe au cours de l'histoire peut conduire à des thèses dogmatiques qui lient de façon mécaniste les classes dominantes à leurs instruments institutionnels de domination... Le fait fondamental est que notre Armée a montré dans la pratique un accord impeccable avec la lettre et l'esprit de ses traditions maintenant que la bourgeoisie, qui a dominé si longtemps, a été chassée définitivement du gouvernement ». Commission politique du MAPU (Parti de l'UP) juin 1971.

« Cette armée est le peuple en uniforme. Si quelques fanatiques prétendent porter atteinte aux conquêtes populaires, ils rencontreront une armée qui, unie au peuple, défendra la nouvelle démocratie et le gouvernement ». Commission politique du PS, mars 1971.

« Le peuple n'a pas besoin d'autre façon de se défendre que son unité et le respect à l'égard des Forces Armées de la Patrie ». Allende 1971.

et arment la bourgeoisie :

« L'UP étudiera les moyens de perfectionner et d'impulser les projets de l'exécutif qui augmentent la dotation en hommes et en matériel des carabiniers et de la police judiciaire ». Commandement politique national de l'UP

Le coup d'état militaire, le massacre et la dictature ouverte qui l'ont suivi doivent nous imprégner de cette vérité que les peuples du monde paient de leur souffrance : les révisionnistes, sociaux-démocrates et réformistes sont des agents bourgeois dans le mouvement ouvrier. Ils ne font pas un bout de chemin dans la voie de la révolution, bout de chemin que nous pourrions accomplir avec eux, non, ils marchent sur le sentier de la contre-révolution. Evidemment, à cause de leur influence dans les masses, il faut se doter d'une tactique particulière pour les démasquer et avancer vers la révolution. C'est une question que nous aborderons plus loin.

Les conceptions propagées par l'UP sur la démocratie bourgeoise sont aussi un reniement et une trahison des principes du marxisme-léninisme. Le marxisme-léninisme parle de démocratie pour la classe bourgeoise, oppression pour le peuple, la république démocratique bourgeoise n'étant qu'une forme de domination de la bourgeoisie. A cela, les sociaux-démocrates opposent leur vision de la démocratie, forme de l'affrontement entre les classes. Il y a LA démocratie, la droite qui veut la restreindre, la gauche qui lutte pour l'étendre... jusqu'au socialisme. On peut donner quantité d'exemples qui attestent de quel degré de servilité, de crétinisme réformiste, de légalisme criminel ont fait preuve les dirigeants de l'UP. C'est que pour eux, sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, c'est ouvrir la porte à la révolution. Ils prétendent tenir la bourgeoisie prisonnière de sa propre démocratie. Mais l'exemple du Chili montre à merveille comment la bourgeoisie utilise ses lois, ses institutions au service de ses objectifs, mais viole sa propre légalité dès que celle-ci entrave son action. La démocratie bourgeoise n'est qu'une forme de gouvernement. Dès que cette forme devient un obstacle pour elle, la bourgeoisie jette bas les formes, des quelles elle n'est jamais restée dupe, et se bat pour le maintien de sa domination par tous les moyens.

Aussi le mot d'ordre du parti révisionniste au printemps 1973 « *Non à la guerre civile* » est puéril et criminel. La bourgeoisie ne craint pas de massacrer le peuple quand ses intérêts vitaux l'exigent (et l'histoire des forces armées chiliennes est parsemée de massacres). Mais donner comme seule arme au peuple l'espérance que la bourgeoisie n'osera pas le massacrer, voilà qui est criminel, et qui montre le

degré de trahison d'aplatissement devant la bourgeoisie des réformistes. Pour sauver le capitalisme auquel ils sont attachés par mille fibres, les réformistes feront écraser la révolution dans le sang, quand ils ne s'en chargent pas eux-mêmes (comme PLP n°17 l'expliquait à propos des sociaux-démocrates allemands).

Evidemment, le Parti du prolétariat doit utiliser toutes les formes légales que la bourgeoisie concède. Il serait bien bête de refuser d'utiliser toutes les facilités qu'offre l'activité légale pour propager ses idées. Mais il ne doit pas être aveuglé par ces facilités, par la façade démocratique de la domination bourgeoise. Une révolution n'éclate pas dans un ciel serein. Avant que l'assaut final ne soit déclenché, le prolétariat est fort, mais ne dispose pas encore de la supériorité tactique. Dans cette situation prérévolutionnaire, la bourgeoisie utilisera toute sa force pour écraser la révolution montante, pour éliminer l'avant-garde organisée du prolétariat. Le parti de la classe ouvrière que nous construisons devra être conscient de cela. Nous devons dès maintenant apprendre à combiner l'action légale et illégale, ne pas brider notre activité par un quelconque fétichisme démocratique. Les militants doivent être préparés dès maintenant à la poursuite de leur activité malgré des formes de répression que l'avancée vers la révolution amèneront inévitablement.

De même que les réformistes adaptent leurs formes d'organisations (bureaucratie, tendances,...) et leur ligne (passage pacifique au socialisme) à leur projet réel de participation au capitalisme, les communistes doivent adapter leur fonctionnement (centralisme démocratique, clandestinité,...) à leur but, le renversement violent de la bourgeoisie et la DDP. Ce n'est qu'en rompant dans tous les domaines avec le révisionnisme, idéologie de l'adaptation au capitalisme, et en menant la lutte contre lui que nous pourrions mener à bien nos tâches.

2) L'opposition de gauche à la ligne dominante de l'UP

Le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire.)

Il ne faut pas se représenter les forces composant l'UP comme un bloc homogène. Des contradictions, une lutte de lignes s'y firent jour. Globalement deux lignes coexistèrent : une ligne de droite représentée par le PC et une partie du PS, une ligne « de gauche » comprenant le MIR, le MAPU et d'autres partis. Ces lignes du PC et du MIR cristallisent les divergences. La ligne du MIR est donc intéressante en tant qu'opposition extrême dans l'UP [NdIR 2013 : en fait le MIR n'avait pas intégré l'UP en tant que tel, mais avait adopté une position de soutien critique de l'extérieur].

Les critiques du MIR portent sur des points fondamentaux comme le refus de toute mobilisation conséquente des masses, le respect des institutions bourgeoises, l'attitude envers l'armée. Mais ce que reproche le MIR à l'UP, c'est de ne pas accepter de rejeter le capitalisme et d'adopter une ligne révolutionnaire. Le MIR refuse de voir, à cause de ses propres limites liées à celles de la petite-bourgeoisie, ce lien entre la forme (le prétendu « passage pacifique au socialisme ») et le fond. Il adopte une vision subjective de l'UP (des socialistes sincères qui se trompent) et ignore la réalité objective (une politique social-démocrate, une politique bourgeoise qui trompe la classe ouvrière). Même quand il approche de la vérité, quand il commence à saisir ce lien entre réformisme et contre-révolution, il est incapable de transformer cette analyse en orientation politique juste. Ainsi, en 1972, lorsque la police réprime les sans-logis du campement de La Hermida, le MIR déclare : *« L'affaire de La Hermida n'a rien fait d'autre que de dévoiler la face la plus laide du réformisme, sa conséquence la plus sinistre : pour faire des réformes, il faut réprimer, pour freiner une révolution, il faut de la répression, pour empêcher le peuple, les travailleurs, les sans-logis de progresser, il faut tuer et torturer ».*

Mais cette distinction entre réforme et révolution reste sans suite. Elle ne s'accompagne pas de sa conséquence pratique : la nécessité d'organiser la rupture sur tous les terrains d'avec le réformisme. En ce sens, le MIR constitue une voie de garage dans la rupture avec la social-démocratie, la caution de gauche de la trahison réformiste.

C'est qu'il en possède les mêmes racines, la petite-bourgeoisie, son idéologie de la conciliation, son manque de fermeté, sa peur de la révolution. On doit combattre, par une tactique appropriée, ces

critiques inconséquentes du réformisme, à cause du danger qu'ils constituent en canalisant la rupture avec le réformisme vers une variante « de gauche » du réformisme.

Le PCR (Parti communiste révolutionnaire du Chili).

Le PCR est le seul parti à avoir analysé justement la politique de l'UP et ses racines profondes.

Il est créé en 1966 à partir du groupe Spartacus lui-même scission du PC chilien au moment du débat mené dans le MCI par le PC chinois, le PTA... contre le passage pacifique au socialisme et autres trahisons révisionnistes du PCUS.

Il caractérise le gouvernement d'Allende comme réformiste bourgeois, qui cherche à utiliser la lutte des masses pour promouvoir l'accession au pouvoir de couches lésées par l'impérialisme. Il refuse toute formule de soutien critique à ce gouvernement, à contre-courant de l'euphorie populaire qui avait accompagnée Allende au pouvoir. La justesse et la fermeté de sa ligne, maintenant que les faits l'ont démontrée pour l'essentiel, le conduit à avoir un rôle dirigeant dans la résistance révolutionnaire à la junte militaire. D'autant plus que sa fermeté sur les principes d'organisation lui a permis de moins souffrir de la répression et de conserver en activité au Chili ses structures internes. [NdIR 2013 : point de vue subjectif de l'époque, largement surestimé et infirmé par l'histoire...]

Le PCR dans son activité pendant l'UP a rencontré d'importants obstacles objectifs à la propagande et à l'enracinement de sa ligne :

- un mur de silence fut construit autour de lui comme pour nier son existence ;
- la répression de la part des autres partis rendit plus difficile son expression et son activité ;
- des agents révisionnistes infiltrés tentèrent de le détruire...

Lui-même commit certaines erreurs qui empêchèrent son activité d'atteindre l'ampleur requise.

L'erreur principale fut une certaine tendance au sectarisme qui a fait qu'il a manqué de hardiesse pour impulser de façon juste les luttes de la classe ouvrière.

Quelle doit être en effet la tactique d'un parti communiste face à un gouvernement réformiste ?

Il faut comprendre que l'arrivée au pouvoir d'un tel gouvernement signifie une tentative des masses, compte tenu de leur niveau de conscience, de se libérer. Les communistes ne doivent pas alors se couper des masses en leur reprochant leur réformisme. Il faut prendre en compte leur niveau de conscience, travailler à unifier la classe ouvrière (et le peuple derrière elle) sur des revendications qui la mobilise et portent sa lutte en avant. C'est dans ce mouvement que l'on expliquera les enjeux véritables de la lutte, qui sont les ennemis et comment il faut les vaincre.

Dans le cas du Chili, cela signifiait par exemple exiger la nationalisation sans indemnisation de toutes les entreprises monopolistes, la liberté pour la classe ouvrière de contrôler la production et la distribution, de s'organiser, de s'armer... Il fallait réaliser l'unité la plus large autour de ces revendications, sans exclusive aucune, s'adressant même aux secteurs retardataires politiquement mais disposés à lutter contre l'offensive de la droite réactionnaire. Il fallait montrer que seules ces mesures armaient le peuple face à la bourgeoisie déterminée à l'écraser et étaient un pas en avant vers l'offensive finale. Bien entendu, le gouvernement s'opposait à ces mesures révolutionnaires, lui qui faisait concession sur concession pour tenter d'amadouer la droite, de la dissuader de faire le coup d'état. Justement, il fallait dénoncer l'attitude conciliatrice, capitularde du gouvernement, expliquer quel camp il choisissait et pourquoi il se faisait le fourrier de la réaction. Ne pas chercher à renverser directement le gouvernement (puisque les masses n'y étaient pas prêtes), mais montrer par ce biais, sa nature véritable et la nécessité de le rejeter.

Lénine a montré magistralement comme ce « détour » tactique était en réalité la voie la plus directe et la plus révolutionnaire. Nous citerons un passage de ce texte, où il examine la tactique nouvelle des bolcheviks envers le gouvernement social-démocrate de Kerenski (Allende) suite à l'offensive réactionnaire de Kornilov (août 1917) :

« En quoi consiste donc la modification de notre tactique après la révolte de Kornilov ? En ce que nous modifions la forme de notre lutte contre Kerenski. Sans atténuer le moins du monde notre hostilité envers lui, sans rétracter aucune des paroles que nous avons dites contre lui, sans renoncer à le renverser, nous disons : il faut tenir compte du moment, nous n'essaierons pas de le renverser tout de suite, nous le combattons maintenant d'une autre façon et plus précisément en soulignant aux yeux du peuple (qui combat Kornilov) la faiblesse et les hésitations de Kerenski. Nous le faisons déjà auparavant. Mais c'est maintenant devenu le principal : voilà en quoi consiste le changement.

Il consiste aussi à mettre maintenant au premier plan le renforcement de l'agitation pour ce qu'on pourrait appeler les « revendications partielles » en disant à Kerenski : arrête Milioukov, arme les ouvriers de Petrograd, (...), dissous la Douma d'état, légalise la transmission des domaines des grands propriétaires fonciers aux paysans, établis le contrôle ouvrier sur le blé et les usines, etc., etc. Et ce n'est pas seulement à Kerenski que nous devons présenter ces revendications, ce n'est pas tant à Kerenski qu'aux ouvriers, aux soldats et aux paysans entraînés dans la lutte contre Kornilov. Il faut les entraîner plus loin... »

Une telle politique exige fermeté politique et souplesse tactique. Seul un Parti lié à la classe ouvrière, trempé dans le feu de la lutte, ferme idéologiquement et discipliné peut s'acquitter d'une telle tâche. Seul ce parti préservera son indépendance politique dans la situation d'offensive de la bourgeoisie, sans se précipiter dans les bras des réformistes.

Ce parti, c'est à nous de le créer en France, contre l'opportunisme qui rabaisse l'ampleur de nos tâches et nous empêche de les mener à bien.

Pas de concession au réformisme qui donne le peuple en pâture à la bourgeoisie pour sauver le capitalisme.

- **El pueblo armado jamas sera vencido (le peuple armé ne sera jamais vaincu)**
- **Le fusil et la conscience, à nous de les lui donner**
- **En avant pour la reconstruction du Parti.**

René Frankel